



PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LAC-BEAUPORT

Procès-verbal de la session ordinaire de ce conseil municipal,  
tenue le 5 janvier 2009,  
à la salle Philippe-Laroche du centre communautaire de Lac-Beauport  
à laquelle sont présents :

Monsieur Michel Bergeron, maire suppléant  
Mesdames les conseillères Marie-Josée Linteau  
Sylvie Chartier  
Messieurs les conseillers Michel Grenier  
André Parent  
Pascal Hudon

Tous membres dudit conseil et formant quorum sous la présidence de  
monsieur Michel Bergeron, maire suppléant.

La directrice générale et secrétaire-trésorière, Madame Hélène Renaud est  
également présente.

**1. Ouverture de la réunion**

Le président déclare la session ouverte à 20 h 00.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par monsieur André Parent,

d'adopter l'ordre du jour comme suit :

**ORDRE DU JOUR**

**SESSION ORDINAIRE DE CE CONSEIL MUNICIPAL  
TENUE LE 5 JANVIER 2009**

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption des procès-verbaux de la session ordinaire du 1<sup>er</sup>  
décembre et de la session extraordinaire du 15 décembre 2008
4. a) Ajournement de la session  
b) Assemblée de consultation portant sur le projet de règlement  
suivant :
  - projet de règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement  
de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à  
même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel  
sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera  
notamment la nouvelle caserne de pompiers de la  
municipalité
- c) Fermeture de l'assemblée

**ADMINISTRATION**

5. Acceptation des comptes du mois de décembre 2008
6. Calendrier des sessions ordinaires et extraordinaires du conseil  
pour 2009
7. Modification du terme d'emprunt – règlement numéro 3-127  
autorisant l'acquisition d'une chargeuse rétroexcavatrice
8. Autorisation à présenter un projet à la CRÉ dans le cadre du  
Programme d'aide aux collectivités amies des aînés
9. Emprunt temporaire : autorisation de signature

#### **TRAVAUX PUBLICS**

10. Adoption du règlement numéro 8-183 autorisant l'imposition d'un tarif pour défrayer les honoraires d'une firme d'ingénieurs pour la réalisation d'une étude sur l'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du versant sud du mont Cervin, à charge du secteur concerné
11. Octroi d'un mandat au Groupe conseil Génivar pour la confection d'un plan directeur sectoriel en vue d'établir les conditions de réalisation de travaux d'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin

#### **URBANISME ET ENVIRONNEMENT**

12. Adoption du règlement numéro 08-374-10 modifiant le règlement de zonage numéro 374 afin d'ajouter à la classification des usages et à la grille des spécifications la classe d'usage H-8 Bâtiment mixte résidentiel et commercial isolé, d'autoriser ce nouvel usage dans la zone CM 101.2 et de modifier le coefficient d'implantation au sol pour cette même zone
13. Adoption du second projet de règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité
14. Demande d'extension du délai fixé pour la révision du plan d'urbanisme
15. Période de questions
16. Levée de l'assemblée

Appuyé par monsieur Michel Grenier,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Et porte le numéro **2009-01-01**

### **3. Adoption des procès-verbaux de la session ordinaire du 1<sup>er</sup> décembre et de la session extraordinaire du 15 décembre 2008**

La rédaction des procès-verbaux de la session ordinaire du 1<sup>er</sup> décembre et de la session extraordinaire du 15 décembre 2008 étant conforme aux délibérations,

Il est proposé par madame Marie-Josée Linteau,

D'approuver ces procès-verbaux.

Cette proposition est appuyée par madame Sylvie Chartier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Et porte le numéro **2009-01-02**

### **4. a) Ajournement de la session**

Sur proposition de monsieur Pascal Hudon,  
Appuyée par monsieur André Parent,

la présente session est interrompue.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-03**

**b) Procès-verbal  
de l'assemblée publique de consultation  
tenue le 5 janvier 2009 à 20 h**

à laquelle sont présents :

|                           |  |
|---------------------------|--|
| Monsieur Michel Bergeron  | maire suppléant                                |
| Mesdames les conseillères | Marie-Josée Linteau<br>Sylvie Chartier         |
| Messieurs les conseillers | Michel Grenier<br>André Parent<br>Pascal Hudon |

Ouverture de l'assemblée

Le président monsieur Michel Bergeron déclare cette assemblée ouverte et invite M. Pascal Hudon conseiller, à expliquer le projet de règlement suivant :

- Projet de règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité

Le conseil municipal donne la parole aux citoyens désirant s'exprimer sur le projet de règlement dont il est question dans le cadre de cette assemblée.

Monsieur Paul Corriveau, résidant du secteur concerné, veut connaître les intentions du conseil relativement à la relocalisation du garage municipal avec tout l'équipement de voirie, dans le bâtiment projeté. Il est informé qu'il est prévu que le garage municipal occupe tout l'espace laissé vacant par le service incendie, dans l'édifice de la mairie. Des espaces pourraient toutefois être affectés à l'administration municipale puisque la mairie est occupée à pleine capacité.

Des préoccupations relativement à la dimension du futur bâtiment, son architecture et son intégration harmonieuse dans l'environnement sont exprimées.

M. Éric Couture veut connaître les coûts du projet. Il est informé qu'un comité travaille présentement à l'élaboration du programme avec l'architecte responsable du projet. Il est donc prématuré d'établir le coût du projet. Dans le programme triennal d'immobilisations, une somme de 2,5 MS est prévue pour la réalisation de ce projet. Cette somme sera révisée ultérieurement.

Monsieur Michel Grenier explique que la réalisation de ce projet découle du schéma régional de couverture de risques, élaboré de concert avec la MRC de La Jacques-Cartier et les municipalités qui en font partie. La Municipalité de Lac-Beauport doit offrir un service répondant aux exigences fixées par le gouvernement. Il s'agit d'un service essentiel qui doit être considéré de façon prioritaire. Le projet en cours d'élaboration vise à répondre aux besoins de façon adéquate sans excès.

**c) Fermeture de l'assemblée**

À 20 h 15, M. André Parent propose la fermeture de cette assemblée et la reprise de la session ordinaire.

Il est appuyé par.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-04**

**5. Adoption de la liste des comptes à payer du mois de novembre 2008**

Monsieur Michel Grenier soumet au conseil le mémoire des comptes du mois de décembre 2008 et en propose l'acceptation.

La directrice générale et secrétaire-trésorière est autorisée à effectuer le paiement de tous ces comptes qui totalisent **1 348 428 \$** pour les activités financières et les activités d'investissement.

Il est appuyé par,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-05**

**6. Calendrier des sessions ordinaires et extraordinaire du conseil pour 2009**

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (L.Q. 2008, c. 18) qui a été sanctionnée le 12 juin 2008, le conseil municipal doit établir un calendrier de ses séances au début de chaque année ;

En conséquence il est proposé par madame Sylvie Chartier  
Appuyé par madame Marie-Josée Linteau  
Et résolu unanimement :

d'adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil pour l'année 2009. Toutes les séances ordinaires se tiendront dans la salle Philippe-Laroche du centre communautaire à 20 h aux dates suivantes :

Les lundis 5 janvier, 2 février, 2 mars, 6 avril, 4 mai, 1<sup>er</sup> juin, 6 juillet, 4 août, 5 octobre, 2 novembre et 7 décembre ainsi que le mardi 8 septembre 2009.

Une séance extraordinaire consacrée exclusivement aux prévisions budgétaires de l'exercice financier 2010 se tiendra le lundi 21 décembre au lieu habituel des séances du conseil.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-06**

**7. Modification du terme d'emprunt – règlement numéro 3-127 autorisant l'acquisition d'une chargeuse rétroexcavatrice**

ATTENDU QUE le conseil a adopté le 3 novembre 2003, le règlement 3-127 autorisant l'acquisition d'une chargeuse rétroexcavatrice en fixant la période d'amortissement à 15 ans;

ATTENDU QUE le règlement 3-127 a été financé pour un premier terme de 5 ans venant à échéance prochainement ;

ATTENDU QUE le conseil juge opportun de réduire le terme de cet emprunt à 10 ans compte tenu du nombre élevé des heures d'utilisation de cette machine;

En conséquence, sur la proposition de monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par monsieur André Parent,  
Il est résolu unanimement :

de réduire à 10 ans au lieu de 15 ans tel que prévu initialement, le terme de l'emprunt autorisé par le règlement 3-127.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-07**

**8. Autorisation à présenter un projet à la CRÉ dans le cadre du Programme d'aide aux collectivités amies des aînés**

ATTENDU QUE le conseil souhaite réaliser des travaux d'aménagement dans la zone communautaire pour répondre aux besoins des personnes âgées et favoriser les relations intergénérationnelles;

ATTENDU QUE le conseil a comme objectifs de maintenir la qualité de vie et d'améliorer la santé des personnes âgées en réalisant des aménagements propices à l'activité physique adaptée à cette clientèle;

ATTENDU QUE la clientèle visée sera invitée à participer à la conception des aménagements qui lui sont destinés;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance des conditions du Programme d'aide aux collectivités amies des Aînés et du projet à soumettre à la CRÉ;

En conséquence il est proposé par monsieur André Parent  
Appuyé par madame Sylvie Chartier  
Et résolu unanimement

d'autoriser le dépôt d'un projet à la Conférence régionale des Élus de la Capitale-Nationale dans le cadre du Programme d'aide aux collectivités amies des aînés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-08**

**9. Emprunt temporaire – autorisation de signature**

ATTENDU QUE la Municipalité doit procéder, en février 2009, au financement des règlements 8-178 (aménagement de la zone communautaire : 417 600\$), 7-169 (égout du secteur Godendard, Herminette et Cognée : 556 388\$) et 8-181 (terrain pour caserne : 382 000\$);

ATTENDU QUE la Municipalité doit contracter un emprunt temporaire d'un 1 M\$ ;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par monsieur Pascal Hudon,  
Et résolu unanimement :

De déposer une demande à la caisse populaire de Charlesbourg (centre financier des entreprises) visant à obtenir un emprunt temporaire de 1 M\$.

Que le directeur des services administratifs soit autorisé à signer pour et au nom de la municipalité de Lac-Beauport tout document donnant suite à la présente résolution.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-09**

**10. Adoption du règlement numéro 8-183 autorisant l'imposition d'un tarif pour défrayer les honoraires d'une firme d'ingénieurs pour la réalisation d'une étude sur l'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin, à charge du secteur concerné**

La directrice générale et secrétaire-trésorière rappelle qu'un projet de règlement a été déposé lors de l'adoption de l'avis de motion le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

Tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture. Monsieur Pascal Hudon propose donc l'adoption du règlement numéro 8-183, intitulé: Autorisant l'imposition d'un tarif pour défrayer les honoraires d'une firme d'ingénieurs pour la réalisation d'une étude sur l'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin, à charge du secteur concerné.

Il est appuyé par monsieur Michel Grenier

Le texte de cette réglementation sera consigné au Livre des Règlements de la Municipalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-10**

**11. Octroi d'un mandat au Groupe conseil Génivar pour la confection d'un plan directeur sectoriel en vue d'établir les conditions de réalisation de travaux d'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin**

*Monsieur Pascal Hudon indique qu'il ne prendra pas part aux délibérations de ce point de l'ordre du jour en raison du fait que son fils Jean-François Hudon est ingénieur actionnaire à l'emploi de la firme Génivar.*

ATTENDU QU' une pétition a été adressée au conseil demandant l'élaboration d'un projet d'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le secteur sud du mont Cervin;

ATTENDU QUE des demandes identiques provenant de secteurs situés plus au nord du mont Cervin ont également été reçues récemment;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance d'une offre de services professionnels présentée par le Groupe conseil Génivar pour la confection d'un plan

directeur sectoriel en vue d'établir les conditions de réalisation de travaux d'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par madame Marie-Josée Linteau  
Et résolu unanimement :

de confier un mandat à Groupe conseil Génivar pour la confection d'un plan directeur sectoriel en vue d'établir les conditions de réalisation de travaux d'extension des réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'ensemble du secteur du mont Cervin, aux conditions mentionnées dans l'offre de services présentée par monsieur Jean Smith, ing. datée du 21 novembre 2008.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-11**

**12. Adoption du règlement numéro 08-374-10 modifiant le règlement de zonage numéro 374 afin d'ajouter à la classification des usages et à la grille des spécifications la classe d'usage H-8 Bâtiment mixte résidentiel et commercial isolé, d'autoriser ce nouvel usage dans la zone CM 101.2 et de modifier le coefficient d'implantation au sol pour cette même zone**

À la suite de l'adoption, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, du second projet de règlement portant le numéro 08-374-10 modifiant le règlement de zonage numéro 374 afin d'ajouter à la classification des usages et à la grille des spécifications, la classe d'usage « H-8 Bâtiment mixte résidentiel et commercial isolé », d'autoriser ce nouvel usage dans la zone CM-101.2 et de modifier le coefficient d'implantation au sol pour cette même zone, un avis a été publié afin d'informer les personnes intéressées de la zone concernée et des zones contiguës, de la possibilité de demander la participation à un scrutin référendaire pour certaines dispositions réglementaires. À l'expiration du délai fixé pour recevoir telle demande, soit le 12 décembre, aucune demande n'a été reçue.

Conformément aux dispositions de l'article 135 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le conseil procède donc à l'adoption du règlement.

Toutes les étapes de la procédure légale d'adoption de ce règlement ont été respectées.

Tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture. Monsieur Pascal Hudon propose donc l'adoption du règlement numéro 08-374-10 modifiant le règlement de zonage numéro 374 afin d'ajouter à la classification des usages et à la grille des spécifications, la classe d'usage « H-8 Bâtiment mixte résidentiel et commercial isolé », d'autoriser ce nouvel usage dans la zone CM-101.2 et de modifier le coefficient d'implantation au sol pour cette même zone.

Il est appuyé par madame Sylvie Chartier .

Le texte de cette réglementation sera consigné au Livre des Règlements de la Municipalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-12**

**13. Adoption du second projet de règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité**

La directrice générale et secrétaire-trésorière rappelle qu'un premier projet de règlement a été adopté lorsque l'avis de motion a été donné.

Tous les membres du Conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture. Monsieur Michel Grenier propose donc l'adoption du second projet de règlement numéro 08-374-11, intitulé « Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité »

Il est appuyé par monsieur Pascal Hudon

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-13**

**14. Demande d'extension du délai fixé pour la révision du plan d'urbanisme**

ATTENDU QU' en vertu des dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité doit adopter un plan d'urbanisme révisé dans un délai de deux ans après l'adoption du schéma d'aménagement révisé de la MRC de La Jacques-Cartier;

ATTENDU QUE le conseil municipal poursuit ses travaux de révision du plan d'urbanisme et qu'il prévoit tenir une consultation publique sur le plan révisé au printemps 2009;

ATTENDU QUE le processus en cours n'a pu être complété à l'intérieur du délai fixé;

En conséquence il est proposé par monsieur Pascal Hudon  
Appuyé par madame Sylvie Chartier  
Et résolu unanimement :

de demander à la ministre des Affaires municipales et des Régions de prolonger le délai jusqu'au 30 juin 2009 pour compléter le travail de révision du plan d'urbanisme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-01-14**

**15. Période de questions**

Une résidente de la montée du Cervin demande de préciser les chemins concernés par le projet de règlement 8-183 autorisant l'imposition d'un



tarif pour défrayer une étude sur l'extension des réseaux dans l'ensemble du secteur du mont Cervin. Elle s'enquiert des délais requis pour que les travaux soient mis en chantier.

Un résident du chemin du Sous-Bois fait part au conseil de sa préoccupation quant aux coûts importants que les résidents du chemin du Sous-Bois pourraient avoir à supporter puisque ce chemin a été refait et municipalisé en 2005.

Monsieur Pascal Hudon souligne l'importance de réaliser cette étude globalement pour l'ensemble du secteur du mont Cervin. Il s'agit d'un exercice de planification qui permettra de proposer des solutions à court, moyen et long terme, à des problèmes importants que connaissent déjà ou connaîtront dans le futur, de nombreux résidents du secteur pour le remplacement des systèmes de traitement des eaux usées, en raison de la dimension restreinte des terrains.

Des citoyens qui ont initié la signature d'une pétition demandant au conseil de considérer l'extension des réseaux, témoignent des problèmes qu'ils ont rencontrés pour le remplacement de leur système de traitement des eaux usées.

Monsieur Éric Couture mentionne que pour les résidents du secteur de l'Érablière, ce projet s'avère problématique en raison du caractère privé des chemins. Il suggère que le mandat confié à la firme d'ingénieurs inclut la recherche de solutions alternatives à l'extension des réseaux. L'assemblée est informée que les conclusions de cette étude feront l'objet d'une présentation publique et que les personnes habiles à voter auront à se prononcer sur le suivi qui y sera apporté.

Madame Marie Royer interroge le conseil sur les raisons qui ont entraîné des délais importants dans le processus de révision du plan d'urbanisme. Elle dit regretter le fait qu'en raison de ce délai, des projets impliquant la démolition de résidences pour permettre la construction de très grandes résidences, ont pu être autorisés. Monsieur Hudon explique les différentes étapes de la démarche ambitieuse que le conseil a retenue pour la révision du plan et de la réglementation d'urbanisme.

Monsieur Jacques Leclerc, après avoir souligné l'excellent entretien de la patinoire sur le lac, dénonce l'inaction du conseil dans le suivi apporté au plan d'action 2007 présenté par le conseil de bassin du lac Beauport. Il déplore particulièrement la construction de résidences hors de proportion à quelque 50 pieds du rivage du lac en conformité à la réglementation d'urbanisme, et ce, malgré les demandes pressantes que lui ont adressées de nombreux citoyens afin que soient modifiées les normes de façon à empêcher la réalisation de tels projets. Monsieur Leclerc considère que le conseil devrait se préoccuper davantage du bien-être des citoyens que de l'intérêt des promoteurs.

## **16. Fermeture de la session**

Monsieur Michel Grenier propose la fermeture de cette session.

Le président lève l'assemblée à 22 h 10

---

Michel Bergeron,  
Maire suppléant

---

Hélène Renaud  
Directrice générale et secrétaire-trésorière